



Investir dans les populations rurales

Niger

Programme de développement de l'agriculture familiale dans la région de Diffa

Rapport partiel de supervision

Dates de mission: 29/06/2020 to 17/07/2020

Date du document: 31/08/2020

Identifiant du projet 2000001810

Numéro du rapport: 5484-NE

Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Sigles et acronymes

AGR	Activités Génératrices de Revenus
AS	Activité Structurante
ASAP	Adaptation for Smallholder Agriculture Programme
AT	Assistant Technique
ATNSE	Assistant Technique National en Suivi-Evaluation
AUE	Associations d'Usagers de l'Eau
AUSPE	Associations d'Usagers de Station de Pompage d'Eau
CC	Centres de Collecte
CENAT	Cellule Nationale d'Assistance Technique
CEP	Champ-Ecole Paysan Pluvial
CEPM	Champ-Ecole Paysan Maraîcher
CES/ DRS	Conservation des Eaux et des Sols / Défense et Restauration des Sols
CGES	Cadre de Gestion Environnemental et Social
COFO	Commission Foncière
COGES	Comité de Gestion
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
CTL	Cellule Technique Locale
CVSE	Comité Villageois de Suivi-Evaluation
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCP	Document de Conception de Projet
DIPE	Dispositif d'Initiative Paysanne en Elevage
DGGR	Direction Générale du Génie Rural
DANO	Demande d'avis de non objection
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture
DRE	Direction Régionale de l'Environnement
DREL	Direction Régionale de l'Elevage
DRF	Demande de Retrait de Fonds
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation
DSF	Prêt DSF (Debt Sustainability Framework) FIDA
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
GIZ	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
i3N	Initiative 3N (« Les Nigériens Nourrissent les Nigériens »)
MAG/EL	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
MDG	Marché de Demi-Gros
MER	Micro-Entreprises Rurales
MMD	Mata Masu Dubara (femmes en action)
MP	Maison du Paysan
NORAD	Agence norvégienne de développement
OFID	OPEC Fund for International Development
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDE	Pôle de Développement Economique
PDES	Programme de Développement Économique et Social
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PPM	Plan de Passation des Marchés
ProDAF	Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
PTBA	Plan de Travail et Budget Annuel
RC	Responsable de Composante
RECA	Réseau des Chambres d'Agriculture

RNA	Régénération Naturelle Assistée
RPM	Responsable Passation des Marchés
RRD	Réfugiés/Retournés/Déplacés
SDDCI	Stratégie de Développement Durable et Croissance Inclusive
SE, S&E	Suivi et Evaluation
SIG	Système d'Information Géographique
SPP	Station de Pompage Pastorale
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact
URGP	Unité Régionale de Gestion du Programme
USD	United States Dollars

A. Aperçu du projet

Région:	Afrique de l'Ouest et du Centre	Niveau de risque du projet:	Pas à risque
Pays:	Niger	Catégorie environnementale et sociale:	B
Nom du projet:	Programme de développement de l'agriculture familiale dans la région de Diffa	Classification du risque climatique (PESEC):	1
N° du projet:	2000001810	Institution chargée de l'exécution:	Ministère de l'agriculture
Type de projet:	Irrigation	Institution chargée de la mise en oeuvre:	Ministère de l'agriculture
Chargé de Programme Pays:	Abdoul Barry		
Coordonnateur du projet:	Pas encore disponible		
Zone du projet:	Pas encore disponible		

Date d'approbation:	29/09/2018	Date de réception du dernier rapport d'audit:	30/06/2020
Date de signature:	25/10/2018	Date de la dernière mission de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	17/07/2020
Date d'entrée en vigueur:	21/03/2019		
Date d'éligibilité aux décaissements:	18/07/2019	Nombre de missions de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	2
Date du premier décaissement:	09/05/2018	Nombre de prolongations:	0
Date de la revue à mi-parcours:	Pas encore disponible	Délai d'entrée en vigueur:	6 mois
Date d'achèvement prévue:	31/03/2025		
Date d'achèvement actuelle:	31/03/2025		
Clôture financière:	Pas encore disponible		

Financement total du projet

Répartition du financement FIDA	Debt Sustainability Framework	\$6,250,000
	IFAD	\$6,250,000
Répartition du financement national	Beneficiaries	\$143,000
	National Government	\$2,473,900
Répartition du cofinancement	The Norwegian Agency for Development Cooperation	\$3,604,000
	The Norwegian Agency for Development Cooperation	\$0
	The Norwegian Agency for Development Cooperation	\$6,761,900
Financement total du projet:		\$25,482,800

Mission en cours

Dates de mission:	29/06/2020 to 17/07/2020
Jours sur le terrain:	12 jours (du 30 juin au 11 juillet 2020)

Composition de la mission: Partie FIDA : M. Jakob Tuborgh, Directeur Pays du FIDA pour le Niger, Mme Audrey Nepveu, Conseillère technique principale des projets FIDA au Niger, M. Sébastien Subsol, représentant la division ECG en charge des aspects environnement, climat, genre, ciblage et nutrition, MM. Lawan Cherif Chargé de programme, Aminou Tassiou Coordonnateur Technique de la mission et chargé des aspects agronomiques, du suivi-évaluation et des partenariats, Ado Illa, Chargé des infrastructures rurales, Ahmed Oumarou, chargé des aspects environnementaux, changements climatiques, genre, ciblage et nutrition, Abdel Salime Garba, spécialiste en gestion fiduciaire (à distance) et Harou Garba spécialiste en matière de passation des marchés.

Partie nationale : MM. Abdou Chaibou, Directeur des Études et de la Programmation au Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, Amadou Bachir, Représentant du Haut-commissariat à l'Initiative 3N, Ilya Mairakouma, Représentant de la Direction Générale du Génie Rural au Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, Nassirou Garba, Représentant Ministère du Plan, Harouna Niandou Abdel Aziz, Représentant de la Direction des études et de la programmation au Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable, Sanoussi Garba, Représentant de la Direction de Suivi des Investissements du Ministère du Plan ; Représentants des structures déconcentrées des Ministères et du Haut-Commissariat à l'Initiative 3N.

Équipes du Projet :

- CENRAT : MM. Saley Sadikou Assistant Technique National chargé du suivi-évaluation ; Chaibou Magagi, Assistant Technique National chargé de la consolidation financière ; Amadou M. Abdoulaye Assistant Technique National Agropastoraliste.
- URGP de Diffa : MM. Malam Kimé Moustapha Coordonnateur URGP ; Alkaly Abdoukarim Responsable du Suivi-évaluation ; Seybou Halidou, Responsable administratif et financier ; Daouda Souleye, Responsable de la composante 1 ; Moussa Elhadj Laouali Responsable de la composante 2 ; Adikan Abdoulaye Comptable ; Aboubakar Issa Kadri Assistant passation des marchés, Mme Zeinabou Harouna, Assistante développement local Nutrition ; Habou Garba Assistant développement local Suivi-évaluation ; Mossi Yacouba Mossi, Assistant développement local Composante 1 ; Souleymane Seydou, Assistant développement local ; Mme Samira Harouna Idrissa Secrétaire ; Souleymane Amadou Bada Stagiaire ; Mme Nana Samira Maman Guéro Stagiaire ; Mme Fatouma Oumarou Hassane Stagiaire

Lieux visités: Sites de Waragou, Argoram, Djariho, Mainé Soroa, Kilakam, N'Gaouri.

B. Évaluation d'ensemble

Indicateur clé #1	Ø	Note	Indicateur clé #2	Ø	Note
Probabilité d'atteindre l'objectif de développement		4	Évaluation de la performance globale de l'exécution		4

Efficacité en matière de développement	4	Gestion du projet	4
Efficacité	4	Qualité de la gestion du projet	4
Ciblage et portée	5	Gestion des savoirs	4
Égalité des sexes et participation des femmes	4	Utilisation optimale des ressources	
Productivité agricole	3	Cohérence entre le PTBA et les activités menées	3
Nutrition	3	Performance du système de suivi-évaluation	4
Adaptation aux changements climatiques	4	Exigences des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC)	5

Durabilité et transposition à plus grande échelle	4	Gestion et exécution financière	4
Institutions et participation à l'élaboration des politiques	3	Taux de décaissement acceptable	6
Établissement de partenariats	3	Qualité de la gestion financière	3
Capital humain et social et autonomisation	3	Qualité et ponctualité des audits	4
Qualité de la participation des bénéficiaires	4	Fonds de contrepartie	3
Adaptabilité des prestataires de services	4	Conformité avec les clauses des prêts	3
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	4	Passation des marchés	4
Stratégie de retrait	3		
Potentiel de reproduction à plus grande échelle	4		

Pertinence	5
-------------------	----------

C. Objectifs de la mission et principales conclusions

Contexte et objectif principal de la mission

Une mission conjointe du Gouvernement de la République du Niger et du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) s'est déroulée dans la région de Diffa du 29 juin au 15 juillet 2020 pour la supervision partielle du ProDAF-Diffa incluant l'ensemble de ses guichets de financement actifs et pour examiner le niveau d'avancement de sa mise en œuvre globale et de son Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) au titre de l'année 2020.

L'objectif global de la mission de supervision partielle est d'apprécier le niveau de mise en œuvre des activités depuis la dernière mission de novembre 2019. Plus spécifiquement, la mission a pour objectif de : (i) passer en revue les réalisations techniques et financières du Programme, (ii) vérifier le respect des aspects de ciblage, de genre, de l'environnement et du changement climatique, et (iii) identifier les principales contraintes auxquelles fait face le programme et proposer des orientations.

À démarrage, la mission a reçu la documentation pertinente sur le programme et un exposé général de la CENRAT à son siège à Niamey a permis d'informer la mission sur l'état de mise en œuvre des activités prévues de façon globale et au titre du PTBA 2020.

À Diffa la mission a rendu une visite de courtoisie au gouverneur et au vice-président du conseil régional et pris part à une réunion préliminaire au sein des locaux de l'URGP. Au cours de cette réunion préliminaire l'URGP a présenté un exposé sur l'état de mise en œuvre des activités prévues de façon globale et au titre du PTBA 2020. Par ailleurs l'URGP a remis à la mission la documentation pertinente demandée.

Les visites de terrain ont porté sur 6 sites au total, en présence des partenaires de mise en œuvre des actions. Dans les villages les entretiens ont été conduits avec les bénéficiaires des actions du Programme sur la pertinence des actions menées et les résultats obtenus.

À la fin de la phase de terrain, la mission a restitué à l'URGP de Diffa ses principaux constats et recommandations, en présence de certains de ses partenaires de mise en œuvre.

À son retour à Niamey, la mission a tenu une réunion en visioconférence pour la consolidation d'un aide-mémoire résumant ses constats et recommandations (appendice 5).

Une séance restitution au gouvernement présidée par M. Yacoubou Maman Sani, Directeur Général de la Programmation du Développement du Ministère du Plan, a été tenue le 15 juillet 2020 en visioconférence, avec la participation de toutes les parties prenantes, notamment le Ministère du Plan, le Ministère de l'Agriculture et de l'élevage, le Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable, le Haut-Commissariat à l'Initiative 3N et les équipes du projet ainsi que les membres de la mission.

Principaux accords de mission et conclusions

La mission a passé en revue les réalisations techniques et financières du Programme, vérifié le respect des aspects de ciblage, de genre, de l'environnement et du changement climatique, et identifié les principales contraintes auxquelles fait face le programme. Sur l'ensemble de ces aspects la mission a proposé des orientations.

Au plan global

Après 2 ans de mise en œuvre, un certain nombre d'activités structurantes ont déjà un niveau de réalisation de 50 à plus de 90%.

L'exécution physique du PTBA 2020 est fortement impactée par les mesures de lutte contre la pandémie du COVID-19. Au 31 mai 2020, le PTBA est exécuté à 35%. Cette performance a été possible par la réadaptation de la méthode de travail de l'ensemble des partenaires de mise en œuvre du ProDAF Diffa.

Au 31 mai, le PTBA 2020 le taux d'exécution financière du PTBA 2020 est de 52,52% soit un montant de 2 072 216 459 FCFA sur les 3 945 426 756 FCFA de prévision. Cependant, le taux de décaissement est de 18,75%.

La qualité de la gestion financière du ProDAF MTZ est jugée globalement satisfaisante mais des mesures sont identifiées pour, entre autres, rattraper le retard dû à la Covid-19, pallier la sous-performance des entreprises et mieux gérer les avances aux prestataires et au personnel.

En termes de résultats, au total 7 688 ménages sur les 23 000 prévus ont bénéficié des actions du ProDAF-Diffa, soit un taux de 33,4% après deux ans de mise en œuvre du projet.

Pour le PTBA 2020

Le taux de réalisation physique au 31 mai 2020 du PTBA 2020 est de 35%. Le taux de décaissement se situe à 20% pour

le PTBA 2020. En prenant en compte les engagements le taux de réalisation financière est de 57% (appendice 1).

Les actions relatives à l'aménagement des bassins versants a porté sur la récupération de 200 ha de terres en amont des bassins versants (traitement mécanique) pour 200 ha prévus, soit un taux de réalisation de 100% ; la fixation de 624 ha de dunes sur 800 prévus, soit un taux de réalisation de 78% ; le balisage de 99,2 km de couloir de passage Balisé sur 100 km prévus, soit un taux de réalisation de 99%. L'ouverture de 100 km de bandes de pare-feu et la plantation de 5 000 mètres linéaires de haies vives autour et à l'intérieur des aménagements n'ont pas connu de réalisation.

En ce qui concerne l'hydraulique pastorale, l'étude de 30 puits pastoraux identifiés pour les travaux de construction / réhabilitation et la construction / réhabilitation de 10 puits n'ont pas connu de réalisation. A contrario, l'équipement de 6 stations de pompage en énergie mixte (non prévues dans le DCP) ont été inscrites au titre du PTBA 2020 après obtention de la non-objection du FIDA, et ont été réalisées à 100%.

Les actions relatives au développement des bassins de production doivent porter sur l'étude des superficies supplémentaires inter-dunaires à aménager (75 ha), la conduite des travaux d'aménagement des superficies en zone inter-dunaire (225 ha), l'étude des superficies à réhabiliter par l'ONAHA (75 ha) et la conduite des travaux de réhabilitation des périmètres ONAHA (75 ha). Aucune de ces actions n'est encore réalisée à la date de la mission en raison du blocage de l'enregistrement des contrats suite à la nouvelle loi de finance 2020.

Pour les actions relatives à l'adaptation de l'agriculture pluviale aux changements climatiques et au développement des cultures irriguées (100 CEP et 250 CEPD), les livrables relevant du PTBA 2020 ne sont pas encore complétés en raison du caractère saisonnier de ces opérations qui ont été suspendues pendant la pandémie, et qui ne seront réalisées pour l'essentiel qu'au cours du second semestre de l'année.

Pour les actions prévues dans le cadre de l'amélioration de l'agriculture et du petit élevage, les 30 DIPE connaissent un bon niveau de réalisation car elles sont toutes réalisées. En ce qui concerne les cases de santé vétérinaires, 6 ont été identifiées pour construction sur 12 prévues, soit 50%. Il en est de même pour les parcs de vaccination identifiés pour construction (6/12, soit 50%). Par contre, les prévisions sur la mise en place de 500 nouveaux kits de petits ruminants, 255 nouveaux kits asins et 200 AGR fabrication fromage ne sont pas réalisées.

Les actions relevant de l'appui à l'organisation et leadership des femmes (MMD) connaissent un taux de réalisation très timide. En effet, la redynamisation d'un seul foyer d'animation et de réhabilitation nutritionnel (FARN) a été prévue et est réalisée, ce qui n'est pas le cas des actions relatives à la formation des groupements féminin sur les Activités Génératrice de Revenus et la mise en place des centres d'alphabétisation.

S'agissant des actions relatives au développement des infrastructures commerciales, elles connaissent des retards importants et certaines d'entre elles affichent des taux de réalisation nuls, telles que l'étude du site de construction d'un marché de demi-gros et celle des centres de collecte, toujours du fait du blocage de l'enregistrement des contrats. Cependant la construction de 3 boutiques d'aliment de bétail (non prévue au DCP mais approuvée dans le PTBA) est réalisée 100%.

Des structures de gestion des infrastructures ont été renforcées : poursuite de l'animation du cadre de concertation Hadin Gwiwa au niveau des MDG, mais le cadre de concertation Hadin Gwiwa pour les Centres de collectes n'est pas mis en place ; mise en place des structures de gestion des puits pastoraux (10 réalisées sur 30 prévues, soit 33%).

Les réalisations au titre de l'appui aux investissements productifs inclusifs au sein des PDE relèvent toutes du PTBA : 80 Microentreprises Rurales à financer (11,5% de réalisation), 25 Microprojets pour les groupements de jeunes irrigants à financer (52% réalisés) et 140 jeunes issus des formations professionnelles à financer (19,3% réalisés).

Les contraintes principales qui ont freiné la réalisation des activités du Programme sont relatives à la pandémie du COVID-19 (diminution drastique des visites de terrain, avec comme conséquence un faible contact avec les bénéficiaires, suspension des réunions avec les partenaires, limitation des déplacements des prestataires, etc.) et aux faibles capacités des entreprises et bureaux d'études contractants. À cela s'ajoutent, pour les études et les infrastructures, les mesures prises dans le cadre de la loi des finances 2020 exigeant l'enregistrement de tous les marchés publics. Les marchés du ProDAF étant passés en hors taxes comme convenu dans les accords de financement, l'absence de solution à cette situation a occasionné des retards de démarrage de plusieurs chantiers. Cependant, il y a lieu de noter qu'une solution définitive à l'exonération des enregistrements de marchés a été trouvée pendant la période de déroulement de la mission de supervision.

Pour corriger les retards accusés, notamment en raison de la pandémie du Covid-19 il est nécessaire d'élaborer un plan d'actions réaliste post Covid19 de rattrapage. Pour faciliter la mise en œuvre dans les délais de ce plan d'actions, il est impératif de maîtriser les délais d'exécution des procédures de passation des marchés et de renforcer les capacités du RPM sur lesdites procédures. Parallèlement des mesures sont à prendre en vue de vérifier la capacité des entreprises prestataires par l'intégration d'une étape d'inspection physique, après l'étape d'adjudication provisoire, dans les procédures de passation des marchés

En ce qui concerne le ciblage des bénéficiaires du projet, la mission a constaté un déséquilibre pour les bénéficiaires des actions, notamment en défaveur des femmes. Il y a donc lieu d'y pallier, en utilisant, de préférence, les catégories HEA

(très pauvres, pauvres, moyens, riches) pour affiner le ciblage vers les plus vulnérables. Pour y parvenir, il y a lieu de renforcer le leadership féminin à travers la promotion de la participation des femmes dans les COGES, CEP, CEP, GIE des marchés.

S'agissant des mesures de sauvegarde environnementale, la mission a noté des insuffisances en matière de suivi et surveillance environnementale. Il y a donc lieu de mettre en place un dispositif plus opérationnel de suivi de ces mesures environnementales, de respecter la procédure d'évaluation environnementale applicable aux activités du ProDAF et de former le personnel du projet sur le suivi des impacts environnementaux et sociaux en lien avec les textes signés en 2019 en vigueur.

En termes de résultats pour le PTBA 2020, 4 016 ménages bénéficiaires ont été ciblés et touchés dont 1 062 sont issus des ménages Réfugiés/Retournés/déplacés soit 26,4% et 1 113 sont des ménages dirigés par des femmes soit 27,7%. Parmi ces bénéficiaires touchés 880 sont des nouveaux bénéficiaires dont 422 bénéficiaires issus de la population hôte et 317 sont des RRD.

En termes de durabilité des actions, la mission a constaté des insuffisances dans l'implication des bénéficiaires due à des insuffisances en matière d'ingénierie sociale qu'il y a lieu de corriger, notamment à travers un approfondissement du mécanisme de gestion et de pérennisation / durabilité dans les Plans de Gestion des sites protégés ou aménagés.

La mission a formulé des recommandations qui ont été discutées et amendées avec l'équipe du ProDAF et qui sont mises sous la forme de mesures convenues.

D. Vue d'ensemble et avancement du projet

Composante 1 : Renforcement durable de l'agriculture familiale

Activité Structurante AS1 : Aménagement des Bassins Versants

En ce qui concerne l'aménagement des bassins versants, 400 ha sur les 500 prévus pour la récupération de terres dégradées ont été réalisés, soit 80% ; 1 825 ha sur les 1 875 prévus en fixation des dunes autour des cuvettes ont également été réalisés, soit un taux de 97%. En revanche, certaines actions dans le cadre de l'aménagement des bassins versants peinent à démarrer : l'ouverture de bandes pare feu et la plantation de haies vives autour et à l'intérieur des aménagements.

La mission n'a pas visité de site de récupération des terres en amont du bassin versant ni de couloir de passage balisé. Elle a plutôt visité un site de fixation des dunes à N'Gaori. Pour la mise en œuvre de cette opération le projet a signé 2 conventions de partenariat avec la DRE et l'ONG Karkara). Au total sur les 625 ha de dunes stabilisées, c'est uniquement la fixation mécanique qui est réalisée à 100%. Cette fixation mécanique est réalisée avec les rachis de palmier doum et le *Leptadenia* le long du cordon dunaire. La fixation biologique est en cours avec la production de 103 900 plants forestiers et l'achat de 600 kg de semences herbacées. La mission a noté que cette quantité de semences est très sous-estimée par rapport à l'étendue du site, au moins deux (2) tonnes seraient nécessaires pour cette opération.

En ce qui concerne la participation des femmes, elle est forte sur les travaux mécaniques de clayonnage mais faible dans la production de plants et la collecte des semences. Cependant on peut noter que le CFW a fortement contribué à améliorer l'épargne locale (les femmes ont acheté des vivres et des animaux, entre autres) et à réduire l'exode.

La mission a noté que les normes techniques ont été respectées dans le choix des sites (dans le site visité tout le cordon dunaire est concerné), le choix des techniques et un encadrement adéquat des prélèvements du *Leptadenia* et des rachis pour la confection des palissades.

La mission a cependant recommandé de revoir les normes de plantation et d'ensemencement, de veiller à la qualité du matériel végétal, d'adapter les superficies aux normes et de réduire le nombre de plants à acheter et augmenter la quantité des semences.

Activités structurantes AS2 : Hydraulique pastorale

La mission a visité la station de pompage pastorale de Waragou réceptionnée en 2019. La station a été mise en gestion déléguée à un prestataire depuis septembre 2019. Elle est composée d'une clôture, d'un forage équipé d'une pompe électrogène de 30 panneaux solaires, d'un groupe électrogène de 13KW et d'un réseau de distribution pour alimenter deux bornes fontaines et deux abreuvoirs, d'un château d'eau de 60 m³.

La mission a rencontré le personnel installé par le délégataire ATD SARL pour la gestion courante de la station de pompage. La mission a constaté que (i) l'eau est disponible pour couvrir le besoin pour les hommes et les animaux ; (ii) les trois agents du délégataire sont recrutés dans le village ce qui constitue une création d'emplois local ; (iii) l'association des usagers de l'eau n'a pas encore été formée pour suivre le délégataire ; (iv) le réservoir métallique chuinte au niveau

des soudures et l'eau est chargée de sels ; (v) aucune réserve de carburant pour le groupe électrogène de secours et son réservoir est presque vide.

La mission estime que, sur le site visité et les autres sites des points d'eau pastoraux, il est nécessaire de faire immédiatement réparer par l'entreprise concernée les fissures apparues sur les réservoirs sans attendre les réceptions définitives. Les délégataires procéderont à des analyses physico-chimiques et microbiologiques conformément aux normes de l'OMS pour informer et sensibiliser les usagers et les autorités sur les différents usages possibles de cette eau. Il est également nécessaire de reprendre annuellement les analyses microbiologiques à la sortie des châteaux d'eau, des bornes fontaines et abreuvoirs en vue de suivre l'évolution de la qualité de l'eau.

Par ailleurs il s'avère nécessaire de prévoir un stock de carburant pour le groupe électrogène et former rapidement l'association des usagers pour suivre la qualité de prestation du délégataire.

Le PTBA 2020 prévoit également de construire 10 puits pastoraux et d'en étudier 20 puits. Les études sont en cours pour l'ensemble des 30 puits. Il sera difficile de réaliser ces puits cette année : l'étude a pris beaucoup de temps alors qu'il s'agit de plans types, maîtrisés par les services de l'hydrauliques.

La mission note que pour la construction des puits pastoraux, du fait que ce sont généralement des ouvrages types maîtrisés par le service de l'Hydraulique, les DAO pourraient être élaborés par la Direction régionale de l'Hydraulique, à l'instar des bâtiments types élaborés par le DRGR. Ce faisant, le projet pourrait gagner du temps et effectuer une optimisation financière garantissant la qualité.

AS3 : Développement des bassins de production

Le PTBA 2020 prévoit l'aménagement de 150 ha de terres irrigables dans la zone intermédiaire, composées de 75 ha de terres nouvellement aménagées et la réhabilitation et la protection par la reprise de la digue de 75 ha par l'ONAHA, suite aux dommages causées par le débordement de la Komadougou. Les contrats des deux travaux sont signés. Il s'agit d'un processus entamé depuis 2018 - 2019. Ce processus a pris beaucoup de temps compte tenu de la lenteur dans la passation des marchés, et surtout de la sous-estimation des coûts durant la conception du projet. Le coût actuel par hectare d'aménagement des nouvelles terres sur le contrat est d'environ 10 000 000 FCFA, y compris l'étude et le suivi, ce qui est largement au-dessus des 2 500 000 FCFA prévus pour l'aménagement des nouvelles terres. Le coût pour la réhabilitation est d'environ 5 200 000 FCFA par hectare.

La mission estime qu'en raison de la sous-estimation des coûts à l'hectare des aménagements des terres irrigables, il y a lieu de revoir la superficie prévue pour être aménagée en conformité avec le budget et les prix à l'hectare, sur la base des coûts des offres obtenus pour l'aménagement des 75 hectares dont le contrat vient d'être signé et le référentiel des coûts élaboré par le Ministère qui vient d'être publié.

Activités structurantes AS4 et AS5 : Adaptation de l'Agriculture pluviale aux changements climatiques / Développement des cultures irriguées

L'adaptation de l'agriculture pluviale au changement climatique et le développement des cultures irriguées sont recherchés à travers la mise en place et l'animation de Champs Écoles Paysans (CEP), les Champs Écoles Paysans Maraichers (CEPM) et les dispositifs d'Appui-Conseil Agricole Paysan (ACAP).

Il s'agit entre autres (i) de renforcer les capacités des paysans stagiaires en culture pluviale et maraichère à travers la mise en place de dispositifs de vulgarisation agricole (CEP et CEPM) ; (ii) de mettre en place des kits intrants agricoles au profit des ménages vulnérables ; (iii) de mettre en place des kits équipements agricoles au profit des groupements paysans ; (iv) de conduire des dispositifs de multiplication des semences.

Les actions dans le cadre de l'adaptation de l'agriculture pluviale aux changements climatiques et du développement des cultures irriguées devraient concerner la mise en place et l'animation de 235 Champs Écoles Paysans (CEP) et 170 Champs Écoles Paysans Maraichers (CEPM).

Pour la mise en œuvre de l'opération, l'enquête exploratoire est conduite et les protocoles expérimentaux sont élaborés pour la formation / recyclage des formateurs des CEP qui était en cours à la date de la mission. Les sites des 100 CEP sont identifiés, les bénéficiaires ciblés et les intrants CEP ont été acquis au niveau du projet. Des kits intrants agricoles (semences et engrais) et d'équipements agricole sont en cours d'acquisition. Les bénéficiaires des kits intrants agricoles ont été ciblés. Le processus de formation des membres des groupements sur la multiplication de semence est en cours. Deux conventions ont été signées avec des ONG prestataires. Une convention est signée avec la DRA et deux autres conventions sont dans le processus de signature avec l'INRAN et l'ICRISAT pour l'assurance qualité des interventions.

L'activité n'étant qu'à ses débuts, le taux de réalisation est quasi nul et la mission n'a pas eu d'entretien avec les futurs bénéficiaires des CEP/CEPM.

L'exécution des sous-volets relatifs à la mise en œuvre des CEP-CEPM-ACAP ont souffert de l'incidence du COVID-19 en raison des restrictions en termes de réunions et de déplacements des acteurs impliqués.

Activité structurante AS6 : Amélioration de l'aviculture et du petit élevage

La mise en œuvre des activités d'amélioration de l'aviculture et du petit élevage tient compte d'une problématique différenciée selon l'orientation pastorale ou agropastorale du PDE : recapitalisation en animaux (caprins et ânesses pour les femmes) des ménages vulnérables (autochtones, réfugiés et déplacés) dans la zone agropastorale ; ensemencement d'espèces fourragères et la valorisation du pâturage grossier et des sous-produits agricoles dans les cuvettes restaurées ; promotion de dispositifs d'innovations en petit élevage ; installation des cases de santé vétérinaires (CSV) dans la zone pastorale.

Le PTBA 2020 prévoit la mise en place et l'animation de 30 nouveaux DIPE au profit de 900 bénéficiaires ; 500 kits petits ruminants composés 2 500 têtes de caprins au profit de 500 femmes issues des ménages vulnérables ; 255 kits asins composés de 510 têtes d'ânesses en appui aux femmes pour alléger les tâches domestiques et favoriser le développement d'AGR ; 12 parcs de vaccination, 6 cases de santé vétérinaires (CSV) et un appui à une campagne de vaccination.

L'appui à l'intervention annuelle de vaccination prévu dans la région est réalisé à 100%, tandis que les 6 cases de santé vétérinaires prévues sont provisoirement réceptionnées. L'état d'avancement 12 parcs de vaccination dont la construction est prévue en 2020 est estimé à 60% car 6 parcs sont construits dont 4 provisoirement réceptionnés et les sites pour la construction de 6 nouveaux parcs sont identifiés.

Pour la mise en place des DIPE, les sites d'implantation des 30 nouveau DIPE sont identifiés et les bénéficiaires ciblés. Les intrants nécessaires à l'opération sont acquis et mise en place et les animations ont commencé au niveau de toutes les DIPE.

Quant à la mise en place de kits caprins, les bénéficiaires sont identifiés font l'objet de séances d'information / sensibilisation sur les principes de la rétrocession conduite, mais les animaux ne sont pas encore acquis. Par contre, le marché d'acquisition des animaux pour les kits asins est attribué et les bénéficiaires des kits ciblés.

Les producteurs / productrices impliqué(e)s dans les DIPE ont une bonne maîtrise des thèmes de formation développés et une bonne partie d'entre eux les applique sur leur bétail. La proportion de femmes est en général plus élevée par rapport aux hommes engagés dans les DIPE. La raison en est que les femmes sont elles-mêmes plus concernées par l'élevage de petits ruminants que les hommes et que ce sont elles qui s'occupent de l'ensemble des troupeaux familiaux (alimentation, soins, etc.).

Pour les infrastructures d'élevage, la mission s'est rendue dans les villages de Waragou et Djariho, commune de Gueskerou et a remarqué que la qualité des travaux au niveau des cases de santé vétérinaires doit être améliorée :

Améliorer la finition, la protection des bâtiments par des dalles anti érosives, la qualité des portes et fenêtres, la peinture.

Prévoir la construction de toilettes autour des infrastructures et des rampes d'accès à l'aire de soins pour les animaux.

Les paillasses des salles de soins et leurs terrasses doivent être revêtues par des carreaux et des faïences pour faciliter leur lavage et entretien courant.

Les dimensionnements des boutiques d'aliments doivent être faits en fonction du tonnage mais surtout de la nature du produit à stocker en tenant compte de son volume par tonne.

Améliorer l'ingénierie sociale à travers un audit des performances des partenaires et la révision de leurs cahiers de charge en vue de garantir la réussite des actions du projet dans ce domaine.

Le recrutement du personnel et les équipements de la case de santé vétérinaire : la proposition de la communauté du village de Djariho de recruter l'agent vétérinaire parmi les élèves déscolarisés de niveau minimum « Quatrième » dans le village et le former pour garantir la pérennité du service est raisonnable.

La mission a noté que les travaux de construction de six parcs de vaccination dans le village de Waragou, 6 cases de santé vétérinaire programmés dans le PTBA 2020 ont réceptionnés avec quelques réserves. Cette performance semble due à la qualité des entreprises, à la petite taille des infrastructures mais aussi au fait que les études et les DAO ont été confiés à la Direction Régionale du Génie. Les travaux et les marchés ont été lancés localement dans un délai raisonnable.

L'activité d'amélioration de l'aviculture et du petit élevage a souffert de l'incidence du COVID-19 en raison des restrictions en termes de réunions et de déplacements.

Activité structurante AS7 : Renforcement organisationnel et institutionnel

L'activité consiste à établir des conventions de partenariats avec un certain nombre de structures et à renforcer leurs capacités techniques et opérationnelles (logistique, fonctionnement, équipements et formation) pour faciliter la mise en

œuvre des activités sur le terrain, y compris un appui aux activités d'ingénierie sociale. Le PTBA 2020 est focalisé sur le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des commissions foncières pour faciliter la clarification des statuts fonciers des sites ; du RECA pour l'organisation de la 6^{ème} édition du Salon SAHEL, de la Région de Diffa pour sa participation au SAHEL et de la CRA pour la mise en place et l'animation des AUE, des cadres de concertation *Hadin Guiwa*, etc. La quasi-totalité des conventions prévues ont été signées et sont fonctionnelles et les actions prévues sont en cours.

Composante 2 : Accès des producteurs aux marchés

Activité structurante AS9 : Développement des infrastructures commerciales

Les travaux de construction de 3 centres de collecte et du marché de demi gros Diffa prévus dans le PTBA 2020 sont au stade d'études APS et Ingénierie sociale. Compte tenu des délais des études et passation de marché, il sera difficile de réaliser ces constructions cette année.

Activité structurante AS11 : Développement des structures de gestion des infrastructures

Les actions relatives au développement des structures de gestion des infrastructures ont consisté surtout en la mise en place et la formation de 10 structures de gestion des puits pastoraux. Les missions d'ingénierie sociale se sont poursuivies et ont conduit à la clarification des statuts des sites autour des puits pastoraux et à la poursuite de l'animation du cadre de concertation du marché de demi-gros de poisson de Diffa.

Activité structurante AS12 : Promotion d'activités commerciales au sein des PDE

Cette activité vise à appuyer les investissements productifs inclusifs au sein des PDE à travers le financement des promoteurs des MER connexes à la commercialisation, transformation et transport de produits agricoles et à travers la promotion d'emplois pour les jeunes. Les modalités de financement de l'activité reposeront sur une subvention à hauteur de 90% et un apport personnel du promoteur à hauteur de 10% en numéraire ou en valorisation d'équipements existants.

Au titre du PTBA 2020, l'objectif visé est de financer : 80 MER, 10 MP d'irrigation au profit des groupements de jeunes et 110 MP pour les jeunes professionnels.

Un guide simplifié des MER a été élaboré avec l'assistance de la CENRAT. Le niveau d'avancement de l'activité se situe autour de 40%. Actuellement 49 dossiers de MER ont été financés pour un montant de 25 millions de FCFA et 25 dossiers sont en analyse au niveau du ProDAF.

Activité structurante AS13 : Développement des échanges transfrontaliers

L'activité vise à contribuer à améliorer le dialogue politique interacteurs à travers la mise en place des cadres de concertation (Cellules techniques locales / CTL) et à accroître la valeur et le volume du commerce transfrontalier des produits agropastoraux, en réduisant les entraves commerciales et en renforçant les capacités des acteurs entre le Niger et le Nigeria dans les zones des corridors Diffa-Zinder-Jigawa / Daura-Kano et Diffa-Borno-Yobé.

Après l'appui à la mise en place des CTL, l'opération se poursuit par (i) un suivi régulier des échanges, (ii) l'animation des CTL et le renforcement de leur capacité, (iii) des ateliers transfrontaliers sur la facilitation des échanges et (iv) des missions internationales d'appui et d'études pour les missions d'échanges et de partages d'expériences.

Pour le PTBA 2020, le niveau d'avancement de la mise en œuvre des activités de l'AS13 est à 24%. Les principales réalisations à la date du 31 mai 2020 concernent, une collecte de données dans le cadre de l'étude de base sur les échanges transfrontaliers (étude de base), la tenue de rencontres avec les acteurs de la CTL de Diffa et un plan d'actions est élaboré, validé et signé pour l'animation et l'opérationnalisation de ladite CTL. Par ailleurs la convention signée avec la Commission Mixte nigéro-nigériane de coopération est en cours de mise en œuvre.

Un certain nombre de contraintes et de difficultés ont entravé la bonne mise en œuvre de l'activité, notamment : (i) la fermeture des frontières du Nigeria depuis presque un an ; (ii) la crise de la pandémie du COVID-19 et (iii) le caractère informel du commerce transfrontalier entre le Niger et Nigéria.

Avancement de la mise en œuvre de l'Approche PDE

Le ProDAF-Diffa intervient selon l'approche dénommée « Pôle de Développement Économique » (PDE) ». Les interventions sont menées en synergie et procèdent d'une approche alliant de l'ingénierie sociale (participation, organisation et implication des acteurs locaux de la planification à la gestion et l'utilisation pérenne des infrastructures) à l'ingénierie civile (études, contrôle et construction d'infrastructures). L'ingénierie sociale stratégique devrait normalement précéder l'ingénierie L'ingénierie sociale opérationnelle prend ensuite le relais jusqu'à ce que les utilisateurs soient en mesure de gérer de manière pérenne leurs infrastructures par des organisations et des dispositifs adéquats.

Cinq PDE sont identifiés dans la zone d'intervention du ProDAF-Diffa : (i) PDE de Diffa (commune de Diffa) le marché de Diffa pour les produits céréaliers, les produits maraichers (dont le poivron), les produits d'élevage et les produits halieutiques (poissons fumés) ; (ii) PDE de Chétimari (commune de Chétimari), le marché de Gagamari pour les produits céréaliers, les produits maraichers (dont le poivron), les produits d'élevage et le marché de N'Guelkolo pour les produits céréaliers et le bétail ; (iii) PDE de Mainé-Soroa (commune de Maïné-Soroa), le marché de Chéri pour les produits céréaliers, les produits maraichers et les produits d'élevage et le marché de Malam Boulamary pour les produits céréaliers, les produits maraichers et les produits d'élevage ; (iv) PDE de Goudoumaria (commune de Goudoumaria), le marché de Boutti pour les produits d'élevage, le marché de Goudoumaria et le marché de Karagou pour les produits céréaliers, les produits maraichers et les produits d'élevage ; (v) Nguel Beyli / Fouladari (commune de Nguel Beyli et Fouladari), le marché de Goudoumaria, le marché de Zormodo et le marché de Fouladari pour les produits d'élevage.

Le niveau d'avancement des 5 PDE de la région de Diffa est le suivant :

Années	Pôles de développement économique (PDE) – (1)				
	Diffa	Chétimari	Mainé Soroa	Goudoumaria	Nguel Beyli / Fouladari
2018	PHASE 2	PHASE 1	PHASE 0	PHASE 0	PHASE 0
2019	PHASE 3	PHASE 2	PHASE 1	PHASE 1	PHASE 1
2020	PHASE 3	PHASE 2	PHASE 2	PHASE 2	PHASE 1

(1) : Phase 0 = Reconnaissance des sites et études de base ; Phase 1 = Ingénierie sociale stratégique, études génie civile ; Phase 2 = Ingénierie civile, ingénierie sociale opérationnelle, appui-conseil technico-économique ; Phase 3 = Appui à la Gestion de l'infrastructure, appui-conseil technico-économique ; Phase 4 = Stratégie de Sortie et mesures de l'impact.

En 2020: 1 PDE sont en Phase 3 (Diffa) ; 3 en phase 2 (Chétimari, Mainé Soroa et Goudoumaria) ; 1 en phase 1 (Nguel Beyli / Fouladari).

Le PDE de Diffa reste en phase P3 (appui à la Gestion de l'infrastructure, appui-conseil technico-économique) avec le démarrage des études de faisabilité pour la construction du marché de demi-gros de poisson, la poursuite de l'animation du cadre de concertation multi acteurs et autres produits agricoles, le démarrage des travaux d'aménagements en petite irrigation dans la zone inter-dunaire et la réhabilitation des périmètres de l'ONAHA. De même, le PDE de Chétimari reste en P2 (ingénierie civile, ingénierie sociale opérationnelle, appui-conseil technico-économique) avec la concentration des actions visant à booster la production agro-sylvo-pastorale (CEP, CEPM et DIPE). Le PDE de Nguel Beyli / Fouladari reste en phase P1 car seules les activités de renforcement de capacités dans le domaine agro-pastorale, d'aménagement en petite irrigation en zone de cuvette oasisienne et de construction de 3 stations de pompage ont été déroulées.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Hydraulique pastorale Améliorer l'ingénierie sociale : Vérifier et mettre à jour les TDR des contrats d'ingénierie sociale pour s'assurer que les bénéficiaires soient effectivement impliqués tout au long du processus : identification du site, étude, travaux, réception, organisation de la gestion et de la mise en valeur.	URGP / CENRAT	07/2020
Hydraulique pastorale Améliorer la qualité des études et ne pas limiter la quantification des travaux à l'enveloppe budgétaire disponible, mais garantir leur pertinence aux conditions des sites retenus	URGP Diffa	07/2020

Hydraulique pastorale Améliorer la qualité des travaux réalisés : • Faire immédiatement réparer par l'entreprise concernées les fissures apparues sur le réservoir de Waragou, sans attendre la réception définitive	URGP Diffa	07/2020
Hydraulique pastorale S'assurer que les délégataires sur les stations de pompage procèdent à une analyse annuelle de la qualité de l'eau selon la législation en vigueur.	CR Diffa / URGP Diffa	07/2020
Aviculture et petit élevage Initier les bénéficiaires des DIPE au calcul de la rentabilité de l'opération	URGP et SVPP	07/2020
Aviculture et petit élevage Encourager les initiatives tendant à faire des pierres à lécher une AGR / MER au niveau des groupements concernés.	URGP et SVPP	07/2020
Bassins versants Approfondir le mécanisme de gestion et de pérennisation/durabilité dans les Plans de Gestion des sites restaurés en prenant en compte tous les acteurs notamment les agriculteurs et les éleveurs	URGP et ONGs	08/2020
Bassins versants Élaborer les plans de gestion des sites à restaurer avant le démarrage des travaux	URGP et ONGs	08/2020
Bassins versants Utiliser les bonnes normes pour les quantités de semences fourragères pour restaurer les espaces pastoraux et fixer les dunes	URGP et ONGs	08/2020
Bassins versants Intensifier la promotion des pépinières gérées par les groupements féminins, en tant qu'AGR	URGP et ONGs	08/2020
Bassins de production Réviser le PTBA 2020 pour présenter une programmation réaliste au vu de l'évolution actuelle des études, travaux et de la pandémie.	CENRAT / URGP	08/2020
Aviculture et petit élevage Rendre compte les résultats du suivi participatif sur l'évolution des effectifs issus des kits caprins en vue de mieux documenter les résultats de l'opération au niveau village et programme	Suivi-évaluation et SVPP	08/2020

Hydraulique pastorale Améliorer l'ingénierie sociale : Former les associations d'usagers sur tous les sites, et en priorité sur les stations de pompage.	Prestataires ingénierie sociale	10/2020
---	---------------------------------------	---------

E. Actions convenues

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Vue d'ensemble et avancement du projet		
Hydraulique pastorale Améliorer l'ingénierie sociale : Vérifier et mettre à jour les TDR des contrats d'ingénierie sociale pour s'assurer que les bénéficiaires soient effectivement impliqués tout au long du processus : identification du site, étude, travaux, réception, organisation de la gestion et de la mise en valeur.	URGP / CENRAT	07/2020
Hydraulique pastorale Améliorer la qualité des études et ne pas limiter la quantification des travaux à l'enveloppe budgétaire disponible, mais garantir leur pertinence aux conditions des sites retenus	URGP Diffa	07/2020
Hydraulique pastorale Améliorer la qualité des travaux réalisés : • Faire immédiatement réparer par l'entreprise concernées les fissures apparues sur le réservoir de Waragou, sans attendre la réception définitive	URGP Diffa	07/2020
Hydraulique pastorale S'assurer que les délégataires sur les stations de pompage procèdent à une analyse annuelle de la qualité de l'eau selon la législation en vigueur.	CR Diffa / URGp Diffa	07/2020
Aviculture et petit élevage Initier les bénéficiaires des DIPE au calcul de la rentabilité de l'opération	URGP et SVPP	07/2020
Aviculture et petit élevage Encourager les initiatives tendant à faire des pierres à lécher une AGR / MER au niveau des groupements concernés.	URGP et SVPP	07/2020
Bassins versants Approfondir le mécanisme de gestion et de pérennisation/durabilité dans les Plans de Gestion des sites restaurés en prenant en compte tous les acteurs notamment les agriculteurs et les éleveurs	URGP et ONGs	08/2020

Bassins versants Élaborer les plans de gestion des sites à restaurer avant le démarrage des travaux	URGP et ONGs	08/2020
Bassins versants Utiliser les bonnes normes pour les quantités de semences fourragères pour restaurer les espaces pastoraux et fixer les dunes	URGP et ONGs	08/2020
Bassins versants Intensifier la promotion des pépinières gérées par les groupements féminins, en tant qu'AGR	URGP et ONGs	08/2020
Bassins de production Réviser le PTBA 2020 pour présenter une programmation réaliste au vu de l'évolution actuelle des études, travaux et de la pandémie.	CENRAT / URGp	08/2020
Aviculture et petit élevage Rendre compte les résultats du suivi participatif sur l'évolution des effectifs issus des kits caprins en vue de mieux documenter les résultats de l'opération au niveau village et programme	Suivi-évaluation et SVPP	08/2020
Hydraulique pastorale Améliorer l'ingénierie sociale : Former les associations d'usagers sur tous les sites, et en priorité sur les stations de pompage.	Prestataires ingénierie sociale	10/2020
Efficacité en matière de développement		
Partenariats Impliquer des Directions de la Promotion de la Femme, de la Nutrition et de la Sécurité Sanitaire dans la mise en œuvre du programme	URGP Diffa	01/2020
Valoriser les expériences des autres ProDAF Valoriser les expériences des autres ProDAF (Maradi, Zinder et Tahoua).	CENAT	01/2020
Nutrition Prendre en compte de la nutrition de façon transversale et thématique pour un meilleur impact	CENAT	01/2020
Nutrition Intégrer dans les CEP et CEPM les aspects transversaux comme la nutrition	URGP	01/2020

Ciblage par activités Bien équilibrer le ciblage des bénéficiaires par activité jusqu'à la fin du projet, en particulier en matière de cash for work.	URGP	07/2020
Participation des femmes dans les COGES, CEP, CEPM, GIE des marchés Promouvoir la participation des femmes dans les COGES, CEP, CEPM, GIE des marchés. Les ONG partenaires doivent recevoir des instructions dans ce sens. Cette promotion devra dépasser la simple présence des femmes dans des postes honorifiques comme la vice-présidence et le secrétariat mais devra accroître les capacités de participer de façon proactive.	URGP et ONGs d'appui	07/2020
Indicateur d'autonomisation Mettre en place l'indicateur d'autonomisation	URGP et suivi évaluation	07/2020
Consolider les chiffres sur les cas de malnutrition Consolider les chiffres sur les cas de malnutrition sur l'ensemble des sites pour avoir une vue d'ensemble des effets du projet.	URGP/ suivi évaluation	07/2020
Mesurer les contributions du ProDAF à la NDC et aux efforts de NDT Mesurer les contributions du ProDAF à la NDC et aux efforts de NDT	CENAT et suivi-évaluation	07/2020
Élaborer des propositions d'action Élaborer des propositions d'action pour (i) inciter les femmes à faire des propositions, et (ii) favoriser les propositions faites par les femmes.	CENRAT et URG	09/2020
Durabilité et transposition à plus grande échelle		
Procédure d'évaluation environnementale Respecter la procédure d'évaluation environnementale applicable aux activités du ProDAF en rendant systématique le screening du type d'évaluation à faire et intégrer l'évaluation dans le dossier du sous projet pour en faire une condition de recevabilité du dossier	URGP	07/2020
Suivi des mesures environnementales Mettre en place un dispositif opérationnel de suivi des mesures environnementales et clarifier les rôles de chaque acteur sur le rapportage des actions de suivi environnemental et leur fréquence	URGP	11/2020

Formation sur les capacités du personnel du projet Réaliser la formation sur les capacités du personnel du projet sur le suivi des impacts environnementaux et sociaux en lien avec les dispositions des nouveaux textes signés en 2019	URGP et BNEE	11/2020
Audit environnemental et social Réaliser un audit environnemental et social des réalisations du projet en lien avec le CGES pour anticiper une possible recatégorisation du ProDAF par le FIDA pour l'harmoniser à celle du futur PRECIS.	URGP	12/2020
Gestion et exécution financière		
ISB sur les honoraires Régulariser l'ISB sur les honoraires	RAF/Comptable	10/2019
Justification des frais de communication et de carburant Revoir la méthode de justification des frais de communication et de Carburant	RAF/Comptable/ATN-CF	11/2019
Ordre de virement de l'ONG CRA Régulariser l'erreur relative à l'ordre de virement de l'ONG CRA	RAF/Coordonnateur	11/2019
Analyse du compte de la Caisse de Sécurité Sociale Analyser Le compte de la Caisse de Sécurité Sociale et procéder à des arrêtés comptables Trimestrielles	RAF/Comptable	11/2019
Pièces justificatives des avances aux partenaires et des frais de mission Récupérer les pièces justificatives relatives aux avances faites aux partenaires, ainsi qu'aux frais de mission	Coordonnateur/RAF/Comptable	11/2019
Correction du grand livre Analytique Corriger le grand livre Analytique	RAF/Comptable/RSE	11/2019
Réunions mensuelles du personnel de suivi évaluation et celui de la Gestion financière Organiser des réunions mensuelles entre le suivi évaluation et le personnel de Gestion financière	RSE/RAF/Comptable	11/2019
Reclassement par nature des comptes de Charges Immobilisés Reclasser par nature les comptes de Charges Immobilisés ou utiliser un compte transitoire	RAF /Comptable/ATN-CF	12/2019

Envoyer au FIDA les rapports semestriels Envoyer au FIDA les rapports semestriels	RSE/ Coordonnateur	05/2020
Délais d'exécution des procédures de PPM Maîtriser les délais d'exécution des procédures de passation des marchés relevant de la responsabilité des URGP	MAG / Coordonnateurs URGP	07/2020
Clarifier les formalités d'exonération des frais d'enregistrement des marchés Clarifier par note écrite les procédures à suivre pour les formalités d'exonération des frais d'enregistrement des marchés dans le cadre du ProDAF Diffa	MAGEL/Ministère des Finances	07/2020
Capacités des entreprises Intégrer une étape d'inspection physique de la capacité réelle du prestataire dans les procédures de passation des marchés à réaliser par le Comité d'Experts Indépendants (CEI) après l'étape d'adjudication provisoire.	MAGEL / Coordonnateurs URGP	07/2020
Fixer un délai maximum de 12 mois pour la justification des frais de mission. Apporter plus de précisions aux mesures disciplinaires encourues par le personnel du projet en cas de justification tardive des avances sur mission. La principale mesure disciplinaire à préconiser et à intégrer au manuel de procédures est la retenue sur salaires des avances non justifiées par le personnel	Coordonnateur/RAF/ATN CF	08/2020
Fixer un délai maximum de 90 jours aux partenaires aux fins de justification de l'intégralité des fonds mis à leur disposition et procéder à la mise à jour du manuel de procédures du ProDAF DIFFA en conséquence.	Coordonnateur/RAF/ATN CF	08/2020
Assurer un suivi et une supervision des travaux rapprochés pour en assurer la qualité et un meilleur respect des délais.	Coordonnateur/RAF/ATN CF	08/2020
N'accorder le quitus de démarrage des travaux que lorsque les moyens matériels et humains mobilisés sur les sites, constatés par inspection physique, correspondent aux termes du contrat.	Coordonnateur/ATN CF	08/2020
Procéder à l'adjudication définitive après l'inspection physique de la capacité des prestataires considérés (ayant reçu une adjudication provisoire) documentée par un procès-verbal signé par les membres du Comité d'Experts Indépendants (CEI).	Coordonnateur/ATN CF	08/2020

Elaborer un plan d'actions réaliste post Covid19 de rattrapage du retard accusé. Ce plan d'actions devra fournir les informations sur les actions réalistes à mener avec un calendrier précis et les personnes en charge du suivi de ces actions.	Coordonnateur	08/2020
Renforcer les capacités du RPM Renforcer les capacités du RPM sur les procédures nationales qui sont toujours en perpétuelle changement	Coord URG	10/2020
Envoyer au FIDA les rapports Annuels Envoyer au FIDA les rapports Annuels	RSE/ Coordonnateur	11/2020
Décentralisation des procédures de PPM Poursuivre les efforts de décentralisation des procédures de passation des marchés au niveau région en application des dispositions de l'accord de financement du FIDA et du code général des marchés publics de la République du Niger	MAGEL / Équipe de management ProDAF	12/2020
Dispositions relatives à la notification aux soumissionnaires non retenus Il ressort des constats que les lettres de notification des résultats transmises à certains soumissionnaires non retenus ne portent pas les informations relatives à l'attributaire ainsi que le montant du marché. Cette situation n'est pas en conformité avec les dispositions de l'arrêté N°0136/PM/ARMP fixant les délais dans le cadre de la passation des marchés publics et des délégations de service public qui stipulent que : <input type="checkbox"/> Article N°13 : « la personne responsable du marché informe obligatoirement le ou le(s) candidat(s) retenu (s) du résultat de l'appel d'offres ou de la consultation dans un délai qui ne peut être supérieur à deux (2) jours ouvrables à compter de la réception de l'avis de non objection de l'entité administrative chargée de contrôle à priori. A défaut de réponse de l'entité administrative chargée de contrôle à priori, ce délai court à compter du huitième (8ème) jour ouvrable de la transmission du dossier... Dans le même temps, la personne responsable du marché doit informer, obligatoirement, les autres candidats écartés des motifs du rejet de leur offre ainsi que le montant du marché attribué et le nom de l'attributaire ». <input type="checkbox"/> Article N°14 : « Si aucun recours préalable n'est adressé à la personne responsable dans les cinq (5) jours ouvrables après notification de l'attribution provisoire du marché, le service chargé de la passation des marchés publics fait procéder à la signature du contrat par la personne responsable et l'attributaire ». Afin de limiter au maximum les risques de perte de temps voire de blocage des marchés, nous préconisons le suivi régulier du respect des principes réglementaires dans le cadre du traitement des dossiers de marchés.	RPM	07/2021

<p>Reçus de carburant</p> <p>Nous avons relevé, dans certains cas, que les reçus fournis par les partenaires justifiant la consommation du carburant ne portent pas les numéros d'immatriculation du véhicule ravitaillé.</p> <p>Cet état de fait ne permet pas d'avoir une assurance raisonnable quant aux dépenses de carburant du fait des difficultés de rattachement aux activités exécutées, ce qui pourrait entraîner l'invalidation des montants. En outre, dans une telle situation, le suivi de la consommation réelle des véhicules en carburant ne peut être effectué.</p> <p>Nous recommandons à l'URGP de porter une attention particulière sur cet aspect par la sensibilisation des chauffeurs et le suivi de manière régulière des carnets de bord des véhicules. Ceci permettra d'asseoir une gestion optimale du carburant et du parc automobile.</p>	RAF	07/2021
<p>Certification « Service fait »</p> <p>Les diligences mises en oeuvre ont permis de relever des insuffisances liées au contrôle à priori des factures de prestation de service avant règlement. En effet, certaines factures jointes au classement des justificatifs des partenaires ne portent pas la certification « service fait » justifiant la réalisation effective de la prestation.</p> <p>Dans un tel contexte, le contrôle de la réalisation effective des prestations objet de règlement ne peut être effectif et, les risques de règlement pour des prestations non effectuées ne sauraient être entièrement écartés.</p> <p>Nous recommandons la prise en compte de cet aspect afin de limiter les risques énumérés ci-dessus et asseoir une gestion axée sur la maîtrise effective des risques liés à la mise en oeuvre des opérations.</p>	RAF	07/2021
<p>Mise en concurrence</p> <p>Les diligences mises en oeuvre ont permis de révéler l'absence des mises en concurrence sur certaines opérations d'achats des partenaires (Pause-café déjeuner, Location véhicule, Consommable informatique...).</p> <p>L'absence de mise en concurrence est contraire aux dispositions relatives à une gestion optimale des fonds car ne permettant pas au programme de disposer des meilleurs rapports coût/qualité garantissant la fourniture des meilleurs produits ou services selon les meilleurs standards de qualité.</p> <p>Il conviendrait ainsi que l'URGP procède à une mise en concurrence conformément aux règles prescrites dans le manuel des procédures en vigueur.</p>	RPM	07/2021

<p>Approbation des fiches d'imputations comptables et analytiques</p> <p>Nous avons constaté que certaines fiches d'imputation comptable des opérations diverses (OD) ne portent pas de visa ni de signature matérialisant leurs contrôles et leurs validations par les responsables habilités.</p> <p>Cette situation ne permet pas de s'assurer de l'exactitude des enregistrements opérés. Ceci est susceptible d'induire des erreurs ou omissions.</p> <p>Pour pallier ces insuffisances, nous recommandons au programme de veiller à ce que toutes les fiches d'imputation comptables portent le visa et la signature des personnes responsables de leurs validations.</p>	RAF	07/2021
<p>Renseignement des ordres de mission</p> <p>Les contrôles effectués ont permis de relever l'absence de date d'aller et du retour sur certains ordres de mission joints au classement des justificatifs de l'URGP et ces partenaires.</p> <p>Dans un tel contexte qui occasionne une impossibilité dans la détermination de la durée effective des missions, la remise en cause des frais de mission ne peut pas être écartée.</p> <p>Nous recommandons à l'URGP d'exiger le renseignement systématique à travers la signature et les dates des responsables habilités en aller et au retour sur les ordres des missions.</p>	RAF	07/2021
<p>Signature des états de paiement</p> <p>Nous avons constaté que certains états de paiement internes et externes joints au classement des pièces justificatives ne portent pas les signatures d'approbation des personnes habilitées (Coordonnateur, RAF, SP et le Président de la CRA).</p> <p>Cette situation n'est pas de nature à garantir l'authenticité du document produit. En effet, la signature est l'acte par lequel une personne exprime son approbation au contenu d'un document, elle le confère sa force probatoire. Par conséquent, l'absence de signature pourrait remettre en cause la validité du document.</p> <p>Nous recommandons au Programme de prendre les dispositions afin que tous les états de paiement soient systématiquement signés et approuvés par les personnes habilitées.</p>	RAF	07/2021

<p>Gestion des avances</p> <p>Les contrôles effectués ont permis de relever des cas de retards (jusqu'à 12 mois) dans la justification des avances accordées aux partenaires pour la mise en oeuvre des activités. Il s'agit notamment des soldes représentant des avances non encore justifiées qui figurent dans les comptes d'attente des partenaires à la clôture de l'exercice.</p> <p>Cette situation n'est pas de nature à garantir la disponibilité dans les délais de données et informations sur le niveau d'avancement réel des travaux à reporter dans les rapports de supervision nécessaires au suivi évaluation et à la prise de mesures correctives, constituant ainsi un obstacle à l'atteinte des objectifs du programme.</p> <p>Nous recommandons à l'URGP de prendre les mesures nécessaires afin d'assurer un niveau de suivi rigoureux de la justification des avances, à travers des actions de relance à entreprendre au niveau supérieur des structures dès les premiers jours constatés de retard.</p>	RAF	07/2021
---	-----	---------